

CLERGÉ

BRUN Guillaume

(1745 - 1816)

Curé de Saint-Chély

Favorable à l'ancien régime, il donna sa démission le 1er décembre 1789.

NOBLESSE

APCHIER, Jean-Joseph CHATEAUNEUF-RANDON, marquis d'

(mort en 1798)

Mestre de camp de cavalerie

Il appartient à la droite de l'Assemblée, dont il démissionna le 3 août 1789, après avoir, lors de la réunion des trois ordres, protesté contre cette mesure.

TIERS ÉTAT

RIVIÈRE Joseph-François

(1744 - 1824)

Lieutenant général de la sénéchaussée de Mende

Il prêta le serment du Jeu de Paume, mais ne prit qu'une part effacée aux débats de la Constituante, et partit en congé le 10 mars 1790. Procureur-général syndic de la Lozère en 1791, il émigra, rejoignit l'armée des princes et ne rentra en France que sous le

Consulat. Il devint alors successivement juge au tribunal de première instance de Mende, président du tribunal de Marvejols, et, à la Restauration, procureur du roi près la cour prévôtale du département.



CHARRIER Marc-Antoine

(1755 - 1793)

Avocat et notaire à Nasbinals (Lozère)

Siégea parmi les défenseurs de l'ancien régime. Revenu dans la Lozère après la Constituante, il se mit à la tête des royalistes de la région, souleva le département et fut décrété

d'accusation. Traduit devant le tribunal criminel de l'Aveyron, il fut condamné à mort le 15 juillet 1793, et exécuté le lendemain.



4 députés

SUPPLÉANTS AYANT SIEGÉ**CLERGÉ****BRUGES, Michel-Ange-Benoît de**

(1743 - 1794)

Vicaire général de l'évêque de Mende

Admis à siéger, le 1er décembre 1789, en remplacement de Brun, démissionnaire. S'assit au côté droit de l'Assemblée. Arrêté comme suspect

après le 10 août 1792, il fut enfermé aux Carmes, puis condamné à mort, et exécuté le 23 juillet 1794.

NOBLESSE**CHATEAUNEUF-RANDON, Alexandre-Paul GUERIN de, marquis de TOURNEL**

(1757-1827)

Ancien capitaine de dragons

Admis à siéger le 1er septembre 1789 en remplacement du marquis d'Apchier, démissionnaire. Favorable aux principes de la Révolution, il s'associa aux revendications du Tiers et devint secrétaire de l'Assemblée. Après la Constituante, il fut nommé administrateur du département de la

Lozère. Puis le 5 septembre 1792, ce même département le choisit comme député à la Convention. Vota la mort de Louis XVI. Montagnard énergique il fut ensuite général de brigade puis préfet des Alpes-maritimes sous le Consulat avant de mourir dans l'obscurité.

CLERGÉ

MALIDE, Joseph-François de

(1730 - 1812)

Evêque de Montpellier

Partisan des idées nouvelles, il fut délégué, avec l'évêque de Nîmes, près de la chambre du Tiers "pour leur témoigner le zèle et l'attachement dont les membres du clergé étaient pénétrés pour eux, et pour conférer ensemble et se concerter sur leur proposition". Il proclama, dans la nuit du 4 août, le

droit de la nation à la propriété des biens ecclésiastiques. Il refusa cependant d'adhérer à la constitution civile du clergé. Peu après il émigra, alla en Angleterre et refusa de donner sa démission d'évêque à l'époque du Concordat.



JOS^{PH} FR^{ANÇOIS} DE MALIDE
Evêque de Montpellier
Né à Paris en 1730
Député de la Sect^e de Montpellier
aux Etats Généraux de 1789

NOBLESSE

BARBEYRAC Charles-Marie, marquis de SAINT-MAURICE

(né en 1725)

Ne se rallia pas au tiers état et resta attaché aux idées de l'ancien régime.



CHR^{ISTOPHE} M^{ARQUIS} DE BARBEYRAC
Né de St Maurice
Né à Montpellier en 1725
Député de la N^{ob} de Montpellier
aux Etats Généraux de 1789

TIERS ÉTAT

VERNY Thomas

(1727 - 1808)

Avocat à Clermont-Lodève (Hérault)

Prêta le serment du Jeu de Paume et partit en congé le 9 mars 1791.

JAC Jacques-Hippolyte

(1745 - 1804)

Avocat à Quissac

Appartint obscurément à la majorité réformatrice de l'Assemblée constituante. Le 6 septembre 1792, il fut élu député du Gard à la Convention où il vota pour la mort du roi avec sursis. Après la session, le même département

le renvoya siéger au Conseil des Anciens, dont il fut l'un des secrétaires. Elu le 25 germinal an VI au Conseil des Cinq-Cents, il y obtint sa réélection le 24 germinal an VII. L'année d'après, il rentra dans la vie privée.



JACQUES JAC
Né à Quissac en 1745
Député de Montpellier
à l'Assemblée Nat^{ionale} de 1792

BÉTHISY de MÉZIÈRES, Henri-Benoît-Jules de

(1744 - 1817)

Evêque d'Uzès

Vota avec la majorité de son ordre, consentit, dans la nuit du 4 août, à l'abandon des dîmes, mais résista à la reprise des biens du clergé par l'État. Il s'éleva également contre la constitution civile du clergé. Émigré en 1792, il

protesta, en 1803, contre le Concordat, et ne rentra en France qu'en 1814. Mais la Restauration l'ayant accueilli froidement, il retourna à Londres et refusa sa démission.

CORTOIS de BALORE Pierre-Marie-Madeleine

(1736 - 1812)

Evêque de Nîmes

Il commença par se rallier au tiers état et appuya la plupart de ses revendications, proclama la nation propriétaire des biens du clergé mais il se rapprocha ensuite du côté droit, et enfin, quitta la France et se retira à

Zurich, où il vécut dans un état voisin de la misère. Il revint en France au moment du Concordat, renonça à l'évêché de Nîmes, et se retira à Polisy, près de Bar-sur-Aube.

**BENOIST Antoine**

(1718 - 1800)

Curé de Pont-Saint-Esprit

Il se montra très attaché aux prérogatives de son ordre et s'opposa à la réunion des trois ordres.

**BONNET Nicolas-Joseph**

(né en 1737)

Curé de la paroisse de Villefort

Se réunit au tiers état et vota avec lui.

NOBLESSE

FOURNÈS, Jules-Marie-Henri de FARET, marquis de

(1754 - 1826)

Colonel du régiment de Royal-Champagne-cavalerie et grand sénéchal d'épée de Nîmes et de Beaucaire

S iégea à droite et ne fit pas partie d'autres législatures.

LA LINIÈRE, Antoine-François GUICHARD, comte de

(né en 1724)

Maréchal de camp

F ut l'un des membres chargés d'implorer la clémence du roi en faveur des individus compromis dans des troubles populaires.

MARGUERITTES, Jean-Antoine TEISSIER, baron de

(1744 - 1794)

Propriétaire, membre des Académies de Nîmes, Lyon et Montauban

P rotesta contre la réunion des ordres et contre l'abolition des privilèges. A l'organisation des municipalités, il fut maire de Nîmes (1er février 1790). Peu de temps après, il offrit à la garde nationale nîmoise un banquet qui fut suivi de scènes de désordre et où la cocarde blanche fut arborée. Il dut

venir se justifier à la barre de l'Assemblée (11 mai 1790), et fut autorisé à reprendre son siège. En 1793, il fut de nouveau dénoncé, arrêté comme suspect, traduit devant le tribunal révolutionnaire de Paris, condamné et exécuté le 20 mai 1794.



BRUEYS d'AIGAILLIERS, Gabriel-François, baron de

(né en 1743)

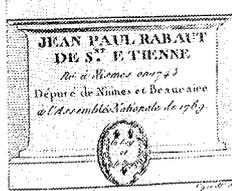
Officier dans les armées du roi

I l fut de la droite de l'Assemblée constituante.



16 députés

TIERS ÉTAT



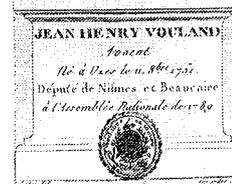
RABAUT SAINT-ETIENNE Jean-Paul

(1743 - 1793)

Avocat et pasteur

Fils de Paul Rabaut, pasteur du Désert. Il fit ses études à Lausanne, exerça son ministère près de Toulouse, puis à Nîmes, et contribua par ses démarches à la promulgation de l'édit de tolérance de novembre 1787. Il prêta le serment du Jeu de Paume, entra au comité de Constitution, et fut secrétaire puis président (15 mars 1790) de l'Assemblée. Fervent défenseur et auteur d'un projet de déclaration des Droits de l'Homme en août 1789. Élu,

le 6 septembre 1792, député de l'Aube à la Convention, il s'associa à la politique des Girondins, et dans le procès du roi, vota la réclusion. Président de la Convention le 22 janvier 1793, il fut décrété d'accusation. Arrêté le 2 juin, il s'évada, fut mis hors-la-loi le 28 juillet et se cacha à Paris. Arrêté avec son frère, il fut traduit devant le tribunal révolutionnaire, condamné à mort et exécuté le 5 décembre 1793.



VOULLAND Jean-Henri

(1751 - 1801)

Avocat à Uzès

Siégeant dans la majorité, il prêta le serment du Jeu de Paume, intervint dans le débat sur la déclaration des Droits de l'Homme, fut élu secrétaire de l'Assemblée, opina pour la réunion d'Avignon à la France, puis devint membre du tribunal de cassation, et juge au tribunal d'Uzès. Élu député du Gard à la Convention, il prit place à la Montagne et vota la mort de Louis XVI. Secrétaire puis président de la

Convention, il fut également membre du comité de sûreté générale où il joua un rôle des plus actifs, connu pour sa rigueur. Il prêta son concours aux thermidoriens pour faire décréter la mise hors-la-loi de Robespierre. Après l'insurrection de prairial, il n'échappa pas au décret d'arrestation lancé contre les membres des anciens comités, mais put se cacher et bénéficia de l'amnistie de brumaire an IV.



SOUSTELLE Jean-François-Mathieu

(1739 - 1820)

Avocat à Alais (Gard)

Il prit place parmi les modérés de la majorité, prêta le serment du Jeu de Paume, et fut blessé lors de la chute des tribunes de l'Assemblée, le 26 octobre 1789. Élu juge au tribunal civil du Gard le 25 vendémiaire an IV, il fut nommé juge au tribunal d'appel de

Nîmes le 22 prairial an VIII, titre qu'il échangea contre celui de conseiller à la cour impériale de Nîmes, à la réorganisation des tribunaux, le 10 juin 1811. Mis à la retraite, avec le titre de conseiller honoraire, le 14 août 1816.

TIERS ÉTAT

RICARD Louis-Etienne

(1740 - 1814)

Lieutenant principal au sénéchal et présidial de Nîmes

N'assista pas au serment du Jeu de Paume et se mêla peu aux discussions. Le 29 septembre 1789, il offrit à l'Assemblée de payer, en don patriotique, le quart de son revenu.

CHAMBON-LATOUR Jean-Michel

(1739 - 1815)

Avocat et maire d'Uzès

Adopta avec modération les idées nouvelles et fit partie de la majorité. Choisi ensuite par le département du Gard, comme député suppléant à la Convention, il fut admis à siéger le 20 mai 1793, en remplacement de M. Balla, démissionnaire. Observa jusqu'au 9 thermidor une conduite des plus réservées, et réussit à ne point se compromettre. Envoyé, après la chute des Jacobins en mission à Marseille, il

poursuivit le parti des vaincus, et réclama une rigueur exceptionnelle. Après avoir réprimé violemment l'insurrection de Toulon, il revint à l'Assemblée où il fut l'objet de nombreuses accusations dont il se défendit avec succès. Le 4 brumaire an IV, Chambon-Latour passa, comme ex-conventionnel, au Conseil des Anciens. Le coup d'État de brumaire le rendit à la vie privée.

QUATREFAGES de LA ROQUETTE Henri

(1731 - 1824)

Négociant et propriétaire au Vigan

Prêta le serment du Jeu de Paume et opina avec la majorité de l'Assemblée constituante. Maire du Vigan en décembre 1791, il fut ensuite conseiller d'arrondissement du Gard.



LOUIS ETIENNE RICARD
Né à Marseille, ex-balle et fr.
Député de Nîmes
aux Etats Généraux de 1789



JEAN MICHEL
Chambon - Latour
Maire de Uzès de 1792
Député de Nîmes et Beaucaire
à l'Assemblée Nationale de 1793

MEYNIER de SALINELLES Etienne-David

(1729 - 1794)

Ancien négociant

Nommé adjoint du doyen des Communes et président du comité de l'agriculture et du commerce, il fut désigné, en 1790, comme commissaire du roi dans le département du Gard, pour y préparer l'organisation des nouvelles administrations. A l'expiration de son mandat, il devint président de

l'administration du département du Gard. Compromis ensuite dans les complots fédéralistes, il fut destitué le 7 septembre 1793. Incarcéré à Nîmes le 5 ventôse, il fut traduit devant le tribunal révolutionnaire de Paris, condamné à mort et exécuté le 15 mai 1794.

VALERIAN-DUCLOS Antoine

(né en 1732)

Maire de Pont-Saint-Esprit

Il prêta le serment du Jeu de Paume, s'engagea (24 septembre 1789) à verser au trésor public le quart de son revenu, et quitta la vie politique après la Constituante.



CLERGÉ

PRIVAT Caprais

(1730 - 1798)

Curé de Craponne

Il siégea dans la majorité réformatrice, vota la vérification en commun des pouvoirs, fut adjoint au comité de rédaction, et ne joua ensuite dans l'Assemblée qu'un rôle effacé.

NOBLESSE

LATOUR-MAUBOURG, Marie-Charles-César de FAY, marquis de

(1756 - 1831)

Colonel du régiment de Soissonnais

Il se réunit au Tiers avec la minorité de son ordre, fit l'abandon, dans la nuit du 4 août, de certains de ses droits héréditaires et fut envoyé, avec Barnave et Pétion pour chercher le roi à Varennes. Emigré après le 10 août 1792, détenu en Prusse et en Autriche, il ne rentra en France qu'après le 18 brumaire. Élu au Corps Législatif en l'an IX, puis appelé au Sénat conservateur le 28 mars 1806, il devint secrétaire de la haute Assemblée (1812). Nommé général de division le 19 mars 1814, il adhéra, le 8 avril suivant, à la

déchéance de l'empereur et fut nommé pair de France lors de la première Restauration, le 4 juin 1814. Aux Cent-Jours, il accepta la pairie de l'empereur (2 juin 1815), et, le 23 du même mois, vota la proposition de déclarer Napoléon II empereur des Français. A la seconde Restauration, Louis XVIII le fit rayer de la liste des membres de la Chambre Haute (24 juillet 1815). Mais il rentra en grâce en raison des services rendus par sa famille à la monarchie et fut rappelé au Palais du Luxembourg le 5 mars 1819.

TIERS ÉTAT

RICHOND François-Benoît-Régis

(né en 1741)

Avocat au Puy

Il prêta le serment du Jeu de Paume, mais ne prit aucune part aux discussions de la Constituante.



4 députés

TIERS ÉTAT**BONNET de TREYCHES Antoine-Joseph**

(1722 - 1809)

*Juge-mage, lieutenant général de la sénéchaussée du Puy-en-Velay***D**éfendit avec modération les idées nouvelles.

CLERGÉ

FONTANGES, François de

(1744 - 1806)

Archevêque de Toulouse

Il prit place à la droite de l'Assemblée et ne tarda pas à quitter la France. Il passa le temps de l'émigration en Suisse, au Piémont, en Italie, puis en

Angleterre. Rentré en France après le 18 brumaire, il fut nommé, en 1802, évêque d'Autun.

CHABANETTES Louis-Etienne-Marie

(né en 1750)

Curé de la paroisse de Saint-Michel de Toulouse

Il protesta, dans la séance du 1er juillet 1789, contre la réunion des trois ordres.

GAUSSERAND Jean-Joachim

(1749 - 1816)

Curé de Rivières-en-Albigeois

Il appuya les motions de la majorité, et fut élu, le 13 mars 1791, évêque constitutionnel du Tarn.

POUS Paul-Augustin

(1747 - 1816)

Curé de Mazamet

Il vota avec la majorité et prêta le serment ecclésiastique le 3 janvier 1791. Il disparut de la scène politique après la Constituante.



PANAT, Dominique-François BRUNET de CASTELPERS, marquis de

(1752 - 1795)

Maréchal de camp

Très attaché à l'ancien régime, il opina avec la droite, quitta bientôt l'Assemblée pour se rendre en émigration et mourut à Londres.

INNOCENS, Jean des, baron de MAUREINS

(né en 1735)

Propriétaire à Gimont, président à mortier au parlement de Toulouse

Il ne se montra pas favorable à la Révolution et son rôle parlementaire fut très effacé.

AVESSENS de SAINT-ROME Jacques-Paul-Marie, marquis d'

(né en 1749)

Propriétaire dans la province du Languedoc où il possédait le château des Aguts et remplissait les fonctions de premier sénéchal

Compta parmi les défenseurs de l'ancien régime.

ESCOULOUBRE, Louis-Gaston-François SOTTOU, marquis d'

(1755 - 1834)

Colonel d'infanterie

Ne prit point la parole dans l'Assemblée, mais s'associa par tous ses votes à toutes les protestations de la minorité. Après la Constituante, il rentra dans son pays natal et échappa par son obscurité aux poursuites qui le menaçaient comme ci-devant noble. Sous le régime impérial, il fit partie de toutes les députations que Toulouse et la Haute-Garonne envoyèrent à

Napoléon, pour lui porter l'expression de leur dévouement. Il essaya sans succès de parvenir soit au Corps Législatif soit au Sénat. En 1814, après la sanglante bataille de Toulouse, Wellington le nomma maire de cette ville, fonctions dans lesquelles il fut confirmé pour quelque temps par le duc d'Angoulême avant de rentrer dans la vie privée

TIERS ÉTAT

RABY de SAINT-MÉDARD Jean-Arnaud-Pascal

(1758 - 1833)

Avocat à Castelsarrazin

Il prêta le serment du Jeu de Paume, opina avec la majorité de la Constituante, demanda un congé pour maladie le 7 janvier 1791, et ne revint pas siéger. Nommé, le 4 prairial an VIII,

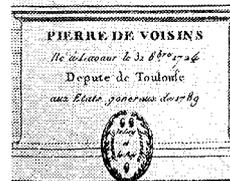
juge au tribunal civil de Castelsarrazin, il conserva ce poste pendant toute la durée de l'Empire, et fut promu par le gouvernement royal président du tribunal le 5 avril 1816.

**DEVOISINS Pierre**

(né en 1724)

Avocat à Lavaur

Prêta le serment du Jeu de Paume et proposa aux députés d'abandonner le quart de leur traitement à titre de contribution patriotique.

**MONSSINAT Jean-Jacques**

(1743 - 1827)

Avocat à Toulouse

Il vota avec la majorité de l'Assemblée, démissionna le 3 avril 1790 et se retira dans le département de la Haute-Garonne. Il devint, le 4 prairial

an VIII juge au tribunal d'appel de Toulouse et, le 30 avril 1811, conseiller à la cour impériale. Il conserva son siège de magistrat jusqu'à sa mort.

**CAMPAS Jean-François**

(né en 1746)

Médecin à Monestiès

Il ne prit pas la parole dans l'Assemblée.

16 députés

TIERS ÉTAT



FOS de LA BORDE Jean-Antoine-Edouard

(né en 1750)

Médecin et maire de Gaillac

Se fit peu remarquer dans l'Assemblée constituante, et remplit plus tard (12 fructidor an V) les fonctions d'administrateur du département du Tarn.



LARTIGUE, André de

(né en 1723)

Lieutenant général de la sénéchaussée de Toulouse

N'eut qu'un rôle parlementaire effacé.



ROUSSILLOU Pierre

(1744 - 1817)

Négociant à Toulouse

Partisan de la Révolution, il prêta le serment du Jeu de Paume. Il s'intéressa aux questions économiques et quitta la vie publique à la fin de la Constituante.

VIGUIER Jean-Baptiste

Avocat à Toulouse et membre de la municipalité

Il prêta le serment du Jeu de Paume, parla sur la réunion des ordres et, à l'occasion de l'arrestation du comte de

Toulouse-Lautrec, auteur présumé de troubles, chercha inutilement à défendre la municipalité de Toulouse.

SUPPLÉANT AYANT SIÉGÉ

TIERS ÉTAT

HEBRARD Dominique

(né en 1743)

Avocat à Grisolles

Admis à siéger le 5 avril 1790 en remplacement de Monssinat, démissionnaire. Il fut secrétaire de la Constituante, et après la législature, devint juge au tribunal de Castelsarrazin.

CHOUVET Jean-Mathieu

(1732 - 1813)

Curé de Chomérac, en Languedoc

Il fut du nombre des ecclésiastiques qui se réunirent au tiers état pour prêter le serment civique.

PAMPELONNE, Antoine-Jacques GUYON de GEIS de

(1750 - 1820)

Archidiacre et chanoine de la cathédrale de Viviers

Elu en remplacement de M. de Savine, évêque de Viviers qui refusa pour raison de santé, il prêta le serment ecclésiastique et abandonna bientôt ses fonctions religieuses. Il vota avec la gauche de l'Assemblée constituante, et

prit un assez long congé. Député du département de l'Ardèche au Corps Législatif de l'an VIII à 1804, puis chef de division des hôpitaux au ministère de la Guerre, il fut nommé ensuite administrateur des monnaies.

NOBLESSE

VOGÜÉ Cérice-François-Melchior, comte de

(1732 - 1812)

Maréchal de camp

Il fut l'un des premiers à se réunir aux Communes, désapprouva ensuite les mesures révolutionnaires, prêta le nouveau serment après la fuite du roi. Il émigra en 1792 et rentra en France

en 1801, après avoir obtenu sa radiation de la liste des émigrés, mais non la restitution de ses biens, et se retira en Bourgogne.



NOBLESSE

ANTRAIQUES, Emmanuel-Louis-Henry LAUNAY, comte d'

(1750 - 1812)

Ancien capitaine de cavalerie

En 1788, il publia un *Mémoire sur les États-Généraux*, favorable aux idées nouvelles. Élu député de la noblesse, il défendit cependant des opinions sensiblement différentes, insistant pour la séparation des ordres et, continuant jusqu'à la fin de 1789, de se montrer partisan de l'ancien ordre de choses. Le 3 août, cependant, il prit partie pour la déclaration des Droits. Puis il quitta l'Assemblée, émigra, et se retira d'abord en Suisse, puis passa à la cour de Russie, et à la cour de Vienne où on lui confia un certain nombre de missions secrètes, bien rétribuées. Il publia de

nouveaux mémoires où il réfutait ses opinions d'autrefois. Il s'offrit comme agent aux princes de la maison de Bourbon, et s'efforça de gagner à la cause royaliste plusieurs personnages importants de la Révolution. Les menées du comte d'Antraigues ayant porté ombrage à Bonaparte, celui-ci le fit arrêter en 1797 à Milan ; mais le prisonnier réussit à s'échapper et passa ensuite en Angleterre où il fut accueilli avec empressement et reçut une pension. Assassiné par un italien à son service, près de Londres, le 22 juillet 1812.

TIERS-ÉTAT

ESPIC Jean-André

(1738 - 1800)

Avocat à Aubenas

Joua un rôle effacé : le *Moniteur* le mentionne comme ayant signé le serment du Jeu de Paume, et comme

membre de la députation envoyée au roi, à l'occasion de l'acceptation de la Constitution de 1791.

MADIER de MONTJAU Noël-Joseph

(1755 - 1830)

Avocat au parlement de Toulouse

Siégea au côté droit et se montra très attaché à l'ancien régime. Il se signala par de vives apostrophes contre Mirabeau, et signa toutes les protestations de la minorité. A la suite du 18 fructidor an V, il fut inscrit sur les

listes de déportation, mais échappa aux recherches de la police. Pendant le Consulat et l'Empire, il vécut dans la retraite et s'adonna à l'agriculture. Louis XVIII, en 1815, le nomma conseiller à la cour royale de Lyon.



DUBOIS-MAURIN Pierre

(1735 - 1801)

Doyen des conseillers de la sénéchaussée de Villeneuve-de-Berg

Il ne joua aucun rôle marquant dans l'Assemblée, où il parait s'être occupé surtout des intérêts de sa sénéchaussée. Avec Boissy d'Anglas, son collègue et ami, il fit partie de la délégation des cent députés qui accompagnèrent le roi

dans son voyage à Paris le 16 juillet 1789. Maire de Villeneuve-de-Berg après la Constituante, puis juge au tribunal criminel du département, il se retira ensuite à Jaujac, dont il fut maire jusqu'à sa mort.

DEFRANCE Pierre-Simon

(1734 - 1819)

Avocat en parlement

Il vota dans l'Assemblée d'abord avec Mounier, puis avec le parti constitutionnel. Rentré à Coux (Ardèche) en 1791, il devint maire de sa commune, commissaire du roi près le tribunal criminel en 1792, juge de paix du canton de Privas, et, en l'an IV,

substitut du commissaire du pouvoir exécutif. Suppléant au tribunal civil de Privas, le 22 prairial an VIII, il donna sa démission au bout de quelque temps, par suite d'une cécité presque complète, et se retira dans ses propriétés de l'Ardèche.

VIGUERIE DE ROUSSILLON ET DE VALESPİR À PERPIGNAN

VIGUERIES SECONDAIRES :
CONFLANS, CERDAGNE

CLERGÉ

LEYRIS d'ESPONCHEZ Antoine-Félix

(1750 - 1801)

Evêque de Perpignan

S'opposa à la suppression des dîmes et autres privilèges du clergé. Accusé d'avoir fomenté des troubles à Perpignan. Mort en émigration en Autriche en 1801.

LA BOISSIÈRE, François-Antoine de

(1734 - 1809)

Chanoine et vicaire général à Perpignan

S'iégea à droite et refusa de prêter le serment à la constitution civile du clergé.

NOBLESSE

COMASERRA, Michel de

(né en 1735)

Homme de loi et propriétaire à Perpignan

S'iégea à droite, protesta avec son collègue Banyuls de Montferré contre la réunion des trois ordres. Compromis lors d'une émeute fomentée en 1790 à Perpignan, à propos de la constitution civile du clergé.

MONTFERRÉ, Raymond BANYULS-FOURADES, chevalier de

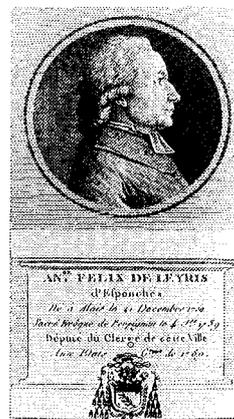
(né en 1735)

Capitaine de cavalerie

S'iégea au sein de la droite de l'Assemblée constituante.

106

8 députés



VIGUERIES SECONDAIRES :
CONFLANS, CERDAGNE

8 députés

TIERS ÉTAT**TERRATS Joseph-François**

(1740 - 1796)

Juge de la viguerie de Roussillon

Signa le serment du Jeu de Paume, fut envoyé en députation auprès du roi, puis ne joua plus qu'un rôle effacé à la Constituante.

TIXEDOR François-Xavier-Hyacinthe-Antoine-Valérie

(né en 1744)

Juge de la viguerie de Conflans

Prêta le serment du Jeu de Paume et quitta la vie politique après la Constituante.

ROCA Julien

(né en 1745)

Bourgeois et rentier à Prades

Prêta le serment du Jeu de Paume, mais ne joua qu'un rôle effacé à la Constituante; se retira ensuite de la vie politique.

**GRAFFAN Joseph-Sauveur-Jacques**

(né en 1757)

Licencié en droit

Passa inaperçu à l'Assemblée.

BAILLIAGE DE DIJON

BAILLIAGES SECONDAIRES :
BEAUNE, AUXONNE, NUIITS, SAINT-JEAN-DE-LOSNE

107

8 députés

CLERGÉ

DES MONSTIERS de MERINVILLE René

(1742 - 1829)

Aumônier de Marie-Antoinette puis évêque de Dijon

Partisan des réformes, plaida pour la liberté de la presse. Évêque de Chambéry et de Genève en 1803.



MERCERET Claude-René

(1725 - 1802)

Curé de Fontaine-lès-Dijon

Favorable à la réunion des trois ordres. Prêta le serment civique.

NOBLESSE

LE MULIER de BRESSEY Jean

(1739 - 1799)

Conseiller honoraire au parlement de Dijon

Proche de Cazalès.

LEVIS-MIREPOIX Marc-Antoine, comte de

(1739 - 1794)

Colonel aux armées du roi, chevalier de Saint-Louis

Opina avec la droite. Exécuté sous la Terreur, le 4 mai 1794.

BAILLIAGES SECONDAIRES :
BEAUNE, AUXONNE, NUITS, SAINT-JEAN-DE-LOSNE

8 députés

TIERS ÉTAT

VOLFIUS Alexandre-Eugène

(1743 - 1805)

Avocat à Dijon

Prêta le serment du Jeu de Paume.
Préconisa la construction du canal du Charolais.

ARNOULT Charles-André-Rémy

(1754 - 1796)

Avocat à Dijon

Partisan résolu de l'abolition des privilèges féodaux. Proposa de déclarer propriétés nationales les rivières navigables.



HERNOUX Charles

(1749 - 1806)

Négociant

Député en 1789, il demanda le 7 juillet que l'Assemblée se prononce rapidement pour la déclaration des Droits. Ultérieurement membre du Conseil des Anciens où il n'intervint que sur des questions d'intérêt local.

GANTHERET Claude-François

(1745 - 1810)

Cultivateur

Vota avec la majorité de son ordre.

CLERGÉ

TALLEYRAND-PERIGORD Charles-Maurice de

(1754 - 1838)

Evêque d'Autun

Mit en cause les biens du clergé le 10 octobre 1789. Célébra la messe au Champ-de-Mars lors de la fête de la Fédération (14 juillet 1790). Prêta serment. Alors qu'il avait été envoyé comme négociateur à Londres, il fut décrété d'accusation par la Convention

et gagna les Etats-Unis. Revenu à Paris en 1796, devint ministre des Relations extérieures du Directoire, poste qu'il retrouva sous le Consulat et l'Empire. Nommé prince de Bénévent par Napoléon en 1806. Disgracié en 1809, il revint aux affaires sous la Restauration.



NOBLESSE

DIGOINE DU PALAIS Ferdinand-Alphonse-Honoré, marquis de

(1750 - 1832)

Seigneur de Mailly, alcade de la noblesse de Bourgogne

D'une famille remontant aux croisades, il défendit les prérogatives royales et nobiliaires.

Émigra en 1791. Rentré en France en 1802. Nommé chevalier de Saint-Louis et maréchal de camp par Louis XVIII.

TIERS ÉTAT

REPOUX Jean-Marie

(1743 - 1832)

Avocat à Autun

Prêta le serment du Jeu de Paume et défendit les idées nouvelles.



VERCHÈRE de REFFYE Hugues-François

(1752 - 1793)

Avocat à Marcigny

Prêta le serment du Jeu de Paume. Défendit le projet de constitution civile du clergé. Secrétaire de l'Assemblée en 1791.

8 députés

CLERGÉ

**GENETET Philibert**

(né en 1727)

Curé d'Étrigny

Membre obscur de l'Assemblée.

**OUDOT François**

(1740 - 1798)

Curé de Savigny-en-Revermont

Fut parmi les premiers à se réunir aux députés du Tiers. Prêta serment en 1790. Secrétaire de l'Assemblée en 1791.

NOBLESSE

BERNARD de SASSENAY Claude-Henry-Etienne, marquis

(1760 - 1840)

Capitaine de dragons

Adversaire des idées nouvelles, quitta l'Assemblée dès le 10 novembre 1789. Député légitimiste en 1830.

BURIGNOT de VARENNES Jacques-Philibert

(1751 - 1842)

Ecuyer

Membre obscur de l'Assemblée. Conseiller général sous la Restauration.

TIERS ÉTAT

PETIOT Jean-Joseph

(1751 - 1833)

Procureur du roi au bailliage de Chalon-sur-Saône

Vota silencieusement avec la majorité. Conseiller général en 1800, président du conseil général de Saône-et-Loire (1811-1814).

PACCARD Antoine-Marie

(1748 - 1826)

Avocat à Chalon-sur-Saône

Siègea parmi les modérés de son ordre. Conseiller général de Saône-et-Loire de 1804 à 1826.

SANCY Jean-Baptiste

(1725 - 1797)

Avocat à Chalon-sur-Saône

Démissionna le 31 octobre 1789 et fut remplacé par son fils Charles.

BERNIGAUD de GRANGES Jean-Louis

(1740 - 1798)

Ecuyer, lieutenant général du bailliage de Chalon-sur-Saône

Siègea à droite.



SUPPLÉANTS AYANT SIÉGÉ**NOBLESSE****RULLY, Patrice-Gabriel-Bernard de MONTESSUS, comte de**

(1761 - 1831)

Colonel

Admis à siéger le 10 novembre 1789 en remplacement de Bernard de Sassenay. Émigra en 1791. Appelé à la Chambre des Pairs sous la Restauration.

TIERS ÉTAT**SANCY Charles**

(1758 - 1830)

Avocat, lieutenant particulier au bailliage de Chalon-sur-Saône

Admis à siéger le 31 octobre 1789 en remplacement de Jean-Baptiste Sancy, son père. Intervint sur diverses questions judiciaires. Conseiller général (1804-1810).



BAILLIAGES SECONDAIRES :
AVALLON, ARNAY-LE-DUC, SAULIEU

4 députés

CLERGÉ

BOUILLOTTE Guy

(1724 - 1798)

Curé d'Arnay-le-Duc

Prêta serment en 1790.



NOBLESSE

LE BASCLE Edme, marquis d'ARGENTEUIL

(1721 - 1793)

Maréchal de camp

Défenseur de l'ancien régime.
Mourut en émigration.

TIERS ÉTAT

GUIOT Antoine

(1738 - 1790)

Avocat et maire d'Arnay-le-Duc

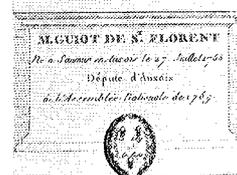
Anonyme député, opinant avec la majorité de l'Assemblée. Prit la parole sur la déclaration des Droits de l'Homme.

GUIOT Florent

(1755 - 1834)

Avocat à Semur

Vota silencieusement avec la majorité de son ordre. Membre de la Convention, vota la mort du roi. Membre du Conseil des Anciens puis du Corps Législatif.



4 députés

CLERGÉ

COUTURIER Jacob

(1737 - 1805)

Curé de Salives

S'opposa aux réformes et défendit les prérogatives du clergé. Refusa de prêter serment.

NOBLESSE

CHASTENAY-LANTY Evrard-Louis-Guy, comte de

(1748 - 1830)

Sous-lieutenant des chevau-légers

Se réunit au tiers état et prêta serment de fidélité à la nation au moment de la fuite de Varennes. Mais, le 8 août 1791, il protesta contre l'abolition des titres de noblesse. Arrêté comme suspect sous la Terreur, il fut

acquitté en raison des actes de bienfaisance qu'il n'avait cessé de répandre dans son département. Député au Corps Législatif de 1811 à 1815.

TIERS ÉTAT

FROCHOT Nicolas-Thérèse-Benoît

(1761 - 1828)

Avocat, notaire et prévôt royal à Aignay-le-Duc

Se lia avec Mirabeau dont il fut l'exécuteur testamentaire. Prit part aux discussions relatives à la révision constitutionnelle. Suspect sous la

Terreur, il fut libéré le 9 thermidor. Nommé préfet de la Seine par Bonaparte. Destitué en 1812. Comte de l'Empire en 1808.

BENOIST Pierre

(1753 - 1818)

Avocat et notaire à Frolois

Membre obscur de l'Assemblée. Ultérieurement élu au Conseil des Anciens (an V).



CLERGÉ

POCHERON Sébastien

(né en 1745)

Curé de Champvent

Vota avec la majorité. Prêta le serment civique.

NOBLESSE

LACOSTE-MESSELIÈRE, Benjamin-Léonor-Louis FROTTIER, marquis de

(1760 - 1806)

Colonel de cavalerie, ministre plénipotentiaire

Demanda que les biens du clergé fussent déclarés propriété nationale. Présida le comité chargé de la liquidation des biens du clergé en 1790. Préfet de l'Allier sous le Consulat.

TIERS ÉTAT

GEOFFROY Jean-Baptiste

(1750 - 1814)

Avocat

Auteur du rapport sur la donation et l'échange du Clermontois. Conseiller général de 1800 à 1807.

FRICAUD Claude

(1740 - 1809)

Avocat à Charolles

Approuva les réformes. Exerça ultérieurement des fonctions judiciaires.

4 députés

CLERGÉ

**DUCRET Jean**

(né en 1750)

Curé de Saint-André de Tournus

Il suivit silencieusement la majorité de son ordre.

NOBLESSE

LA BAUME, comte de MONTREVEL, Florent-Alexandre-Melchior

(1736 - 1794)

Comte du Saint-Empire, maréchal de camp

Parmi les premiers de son ordre à rejoindre l'Assemblée. Exécuté le 10 juillet 1794.

TIERS ÉTAT

LA MÉTHÉRIE-SORBIER, Antoine de

(1750 - 1804)

Avocat

Fit partie de la délégation chargée de présenter la Constitution au roi. Député au Corps Législatif en l'an VIII.

**MERLE André-Marie**

(1754 - 1793)

Maire de Mâcon

Secrétaire de l'Assemblée en 1791 où il vota avec la majorité. Condamné à mort, il fut tué le 6 décembre 1793 alors qu'il tentait de s'enfuir.

CLERGÉ

CHAMPION de CICÉ Jean-Baptiste-Marie

(1725 - 1805)

Evêque d'Auxerre

Il défendit les privilèges de son ordre et parla contre la déclaration des Droits de l'Homme. Emigra en 1792.



NOBLESSE

MONCORPS DUCHESNOY, Jean-Baptiste-Lazare-René de

(né en 1723)

Ancien capitaine de dragons

S'opposa au vote par tête et n'eut ensuite qu'un rôle effacé.



TIERS ÉTAT

LAFORGE Anne-Etienne-Marie

(1748 - 1805)

Conseiller au présidial d'Auxerre

Son rôle parlementaire n'a pas laissé de trace au *Moniteur*.



PAULTRE des EPINETTES Louis

(1747 - 1797)

Négociant

Prêta le serment du Jeu de Paume et disparut de la scène politique après la Constituante.



4 députés

CLERGÉ

(1741 - 1818)

BLUGET Nicolas

(1731 - 1817)

*Docteur en Sorbonne, doyen-curé des Riceys***P**rêta serment en 1790.NOBLESSE**CRUSSOL Emmanuel-Henri-Charles, baron de**

(1711-1810)

*Grand bailli d'épée de Bar-sur-Seine***S**iégea à droite. Nommé lieutenant-général sous la Restauration.TIERS ÉTAT**BOUCHOTTE Pierre-Paul-Alexandre**

(1754 - 1821)

*Procureur du roi***S**’opposa à la reconnaissance du catholicisme comme religion d’État. Demanda la destruction des statues représentant les nations enchaînées place des Victoires. Défendit la cause des Noirs.**PARISOT Jean-Nicolas-Jacques**

(1757 - 1838)

*Avocat***F**it partie de la majorité. Président du tribunal criminel de l’Aube en l’an IV, puis président du tribunal civil de Troyes en l’an VIII. Chevalier de l’Empire en 1809.

CLERGÉ

GUEIDAN Charles-Pierre-Gaspard

(1757 - 1831)

Curé de Saint-Trivier-en-Bresse

Se réunit au Tiers.



BOTTEX Jean-Baptiste

(1749 - 1792)

Curé de Neuville-sur-Ain

Prêta serment. Mais, arrêté comme suspect après le 10 août 1792, fut victime des massacres de septembre.



NOBLESSE

GARRON de la BÉVIÈRE Claude-Jean-Baptiste

(1742 - 1811)

Seigneur de Longes, syndic de la noblesse, chevalier de Saint-Louis

Démissionna le 15 décembre 1789. Incarcéré quelque temps en l'an II.

CARDON de SANDRANS, Joseph FOLCH, baron de,

(1739 - 1799)

Ancien officier des armées du roi

Membre obscur de l'Assemblée.



8 députés

TIERS ÉTAT

**POPULUS Marc-Etienne**

(1736 - 1794)

Avocat à Bourg-en-Bresse

S'opposa au clergé. Ami de Théroigne de Méricourt. Ayant pris part au mouvement fédéraliste, fut condamné à mort et exécuté le 14 février 1794.

**BOUVEYRON Jean-François**

(1733 - 1818)

Bourgeois à Treffort

Son nom n'est pas mentionné au *Moniteur*.

GAUTHIER des ORCIÈRES Antoine-François

(1752 - 1838)

Avocat à Bourg-en-Bresse

Elu aux États généraux puis à la Convention où il vota la mort du roi. Président du tribunal de première

instance de la Seine (1811 - 1815) Expulsé comme régicide en 1816 et gracié en 1828.

**PICQUET Denis-Ferdinand**

(1742 - 1821)

Avocat

Vota avec la majorité de l'Assemblée constituante. Devint sous le Consulat président du tribunal civil de Bourg.

SUPLÉANT AYANT SIÉGÉ

NOBLESSE

FAUCIGNY - LUCINGE Louis-Charles-Amédée, comte de

(1755 - 1801)

Lieutenant-colonel au régiment de Normandie

Admis à siéger le 15 décembre 1789 en remplacement de Garron de la Bévière, démissionnaire. Opposé à

toute réforme, il émigra à la fin de la Constituante et se rendit en Angleterre où il mourut.



4 députés

CLERGÉ

FAVRE Aimé

(né en 1721)

Curé de Hotonnes

O pina avec le tiers état et prêta le serment civique.

NOBLESSE

CLERMONT-MONT-SAINT-JEAN Jacques, marquis de

(1752 - 1827)

Colonel

S'opposa au vote par tête et à la réunion des trois ordres. Émigra en 1792. Revint en France en 1800. Promu au grade de maréchal de camp en 1815. Publia en 1814 un recueil intitulé

: "*Déclarations et protestations de MM. les Députés aux États-généraux de 1789, contre les décrets de l'Assemblée dite Constituante*".



TIERS ÉTAT

BRILLAT-SAVARIN Jean-Anthelme

(1755- 1826)

Avocat à Belley

Combattit l'institution du jury et l'abolition de la peine de mort. Nommé le 11 germinal an VIII au

tribunal de cassation. Sa "*physiologie du goût*" (1825) a établi sa réputation de gastronome.

**LILIA de CROSE Joseph-Bernard**

(1739 - 1804)

Avocat à Montréal (Ain)

Son rôle parlementaire n'a pas laissé de trace au *Moniteur*.



CLERGÉ

ROUPH de VARICOURT Pierre-Marin

(1755 - 1822)

Curé de Gex

L'un des premiers de son ordre à se réunir au tiers état. N'eut aucun rôle politique après la Constituante.



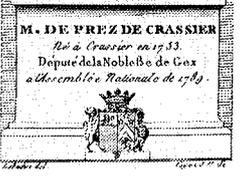
NOBLESSE

PREZ de CRASSIER, Jean-Etienne-Philibert de

(1733 - 1803)

Lieutenant-colonel, grand bailli d'épée du Charolais

Se rallia à la Révolution. Cependant, fut cassé de son grade comme ex-noble en 1793 et émigra.



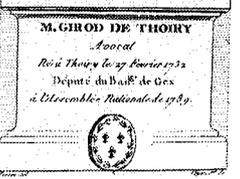
TIERS ÉTAT

GIROD Jean-Pierre, dit GIROD de THOIRY

(né en 1732)

Avocat

N'eut pas de rôle important sous la Constituante. Député au Conseil des Cinq-Cents en l'an VI.

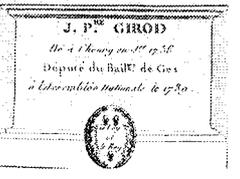


GIROD Jean-Pierre, dit GIROD de CHEVRY

(1736 - 1794)

Bourgeois à Chevry

Vota avec la majorité.



4 députés

CLERGÉ

**LOUSMEAU-DUPONT Aimé**

(né en 1741)

Curé de Saint-Didier-sur-Chalaronne

Il n'eut qu'un rôle parlementaire sans importance et n'appartint pas à d'autres assemblées.

NOBLESSE

VINCENT de PANETTE, Jean-François de

(né en 1739)

Ancien officier des armées du roi

Refusa le vote par tête et ne reparut plus sur la scène politique après la Constituante.

TIERS ÉTAT

ARRIVEUR Jean-Marie

(1728 - 1800)

Commissaire enquêteur à Lyon

Prêta le serment du Jeu de Paume et se retira après la Constituante.

**JOURDAN Marin**

(1748 - 1807)

Doyen des avocats de la sénéchaussée de Dombes

Il n'eut qu'un rôle parlementaire effacé. Nommé, en l'an VIII, juge au tribunal d'appel de l'Ain.

PAYS DES MARCHES COMMUNES FRANCHES DE POITOU ET DE BRETAGNE ASSEMBLÉ À MONTAIGU

120

4 députés

CLERGÉ

RICHARD de LA VERGNE Pierre

(1729 - 1817)

Docteur en droit, avocat au parlement, recteur de la Trinité de Clisson

Soutint les privilèges de son ordre et fut l'un des derniers à se réunir au tiers état. Quitta l'Assemblée après les troubles des 5 et 6 octobre 1789 à

Versailles. Arrêté en juin 1792 et déporté. Revenu en France sous le Consulat.

NOBLESSE

JUIGNÉ, Jacques-Gabriel-Louis LECLERC, marquis de

(1727 - 1807)

Lieutenant-général des armées du roi, ministre plénipotentiaire en Russie en 1774, gouverneur de la ville et citadelle d'Arras, syndic général des Marches communes de Poitou et de Bretagne

Protesta contre le vote par tête, mais adhéra aux décisions de la nuit du 4 août. Émigra en 1791 et servit dans l'armée des princes. Ne rentra en France que sous le Consulat.

TIERS ÉTAT

FRANCHETEAU de LA GLAUSTIÈRE Jacques-Alexis

(1731 - 1815)

Avocat

Vota généralement avec la majorité de l'Assemblée constituante, mais n'eut qu'un rôle effacé. Nommé juge civil au tribunal de Nantes sous le Consulat.

AUVYNET Charles-Joseph

(1741 - 1825)

Sénéchal de Montaigu

Prit parti pour les vendéens en 1793, puis se rallia à la République. Nommé au tribunal de Montaigu après

le 18 brumaire, puis président du tribunal du département de la Vendée en 1806.